LES VERTS ET L'EAU. Pour la mise en place en Aquitaine d'une mission sur l'effet de serre

« Révolution culturale »

2.09.2005

■ « On n'est pas obligé de faire du maïs irrigué; l'agriculture paysanne offre des alternatives. Nous sommes pour la pénalisation du maïs et pour la dépénalisation de l'herbe ! » De prairie, s'entend. C'est sur un ton offensif n'excluant pas l'humour et la provocation que les Verts Aquitaine tenaient hier à Bordeaux une conférence de presse sur le thème « Face à la crise de l'eau : pour une révolution culturale ». Elle était animée par Jean-Pierre Dufour, vice-président du Conseil régional; Michel Daverat, président du groupe des Verts (neuf élus) à la Région; Patrick Labrousse, vice-président des Verts Aquitaine; Gérard Chausset, vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux et auteur de ce propos.

Cette conférence de presse intervenait deux jours après celle tenue par Alain Rousset et Dominique Graciet, président de la Chambre régionale d'agriculture (notre édition du 31 août) sur la sécheresse et ses conséquences. Le président de la Région avait alors lancé le projet d'une « réflexion sur l'eau » et émis quelques pistes. Reste que pour les Verts le compte n'y est pas. « En progrès mais peut mieux faire », a commenté Michel Daverat, tandis que Patrick Labrousse faisait état d'une certaine « irritation » chez les militants : « Il faut aller plus vite et plus loin. »

Rationalité. Jean-Pierre Dufour, tout en se défendant de faire le procès de l'agriculture, a dénoncé « des milliers de forages illégaux » et déploré la faiblesse des pouvoirs publics en matière de police de l'eau. Il a estimé que le stockage ne fait pas partie des bonnes solutions car « il n'existe pas de garantie que cette ressource se recharge en hiver », compte tenu des changements climatiques. Le fait que « quatorze fois en dix-sept ans » la Garonne se soit retrouvée « en dessous de son niveau d'étiage » conduit selon lui à trouver les voies d'une nécessaire adaptation. Et d'appeler à la mise en place d'une « mission régionale sur l'effet de serre ».

: Jacques Ripoche

Noël aquitain à Paris

Foiès gras, conserves, salaisons, huîtres, caviar, confiseries, vins : l'Aquitaine va proposer ses plus beaux produits à Paris, du 6 au 8 décembre, lors d'un marché de Noël qui se tiendra à la Maison Aquitaine, en partenariat avec l'Appra.

Le Sifel au Maroc

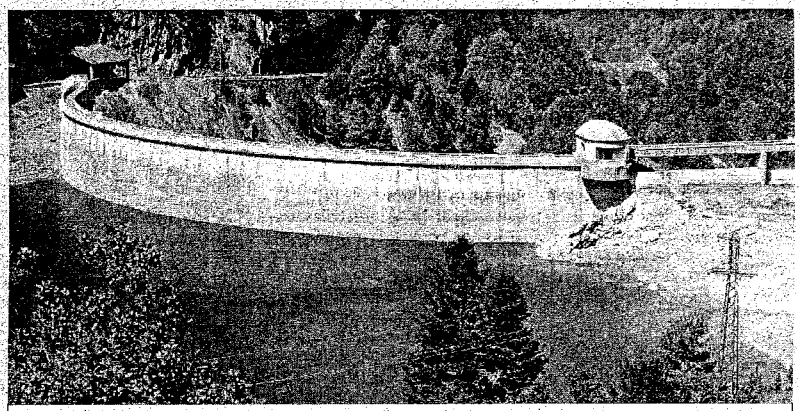
Le Sifel Maroc, Salon professionnel international de la filière fruits et légumes, se tiendra du 8 au 11 décembre à Agadir. Il réunira 300 exposants, dont 22 % de français. Orgagri, organisateur du Sifel France à Agen, est partenaire de l'événement.

ADOUR-GARONNE. Jean François-Poncet, président du Comité de bassin Adour-Garonne, plaide pour les grands ouvrages de Gabas et Charlas

La bataille de l'eau

01 12 2005

: Jacques Ripoche



Le barrage de Gabas. Bien que partiellement en fonction, « il a déjà rendu des services », selon le président du Comité de bassin. PHOTO TADEUSZ KLUBA

« Sans les 3 000 réserves collinaires créées en vingt-cinq ans, l'agriculture lot-et-garonnaise aurait connu en 2003-2005 une catastrophe quasi définitive » : selon Jean François-Poncet, l'irrigation est bien « une question de survie pour l'agriculture et l'agroalimentaire » régionaux. En sa qualité de président du Comité de bassin Adour-Garonne, il était l'invité de la Chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine qui consacrait, sous la présidence de Dominique Graciet, sa session de novembre à la « problématique de la ressource et de la gestion de l'eau ».

Les perspectives qu'il a dessinées reposent sur trois facteurs. La réforme de la PAC : « Bruxelles n'a pas encore pris de mesures dissuasives pour le maïs. » Le changement climatique : « Des pluies plus abondantes de 20 % l'hiver, des étés à 30 % plus secs avec une baisse des étiages de l'ordre de 10 %. » Les biocarburants : « Nous sommes au début d'un développement considérable. » Ceci pour en venir à cette affirmation : « Donc, on n'aura pas besoin de moins d'eau à l'avenir » !

Dans ce contexte, Jean François-Poncet a évoqué deux pistes. Tout d'abord des économies, dont il a évalué le potentiel à 10. Ces économies passent par « une meilleure gestion des ouvrages existants ». C'est l'affaire du plan de gestion des étiages (PGE), dont la mission est, notamment, de « fixer les minima acceptables en termes d'écologie ».

« Croisade » pour Charlas. L'autre piste, c'est la création de ressources nouvelles. En ce sens, le président du Comité de bassin a défendu sans ambiguïté la nécessité des deux grands ouvrages en cours de réalisation ou en projet : le barrage de Gabas dans les Pyrénées-Atlantiques, une réserve de 20 millions de mètres cubes dont les 7 millions sont déjà en service; le barrage de Charlas, en Haute-Garonne, d'une capacité de 100 millions de mètres cubes.

« Charlas reste une croisade », a insisté Jean François-Poncet, qui a invité les conseils régionaux (Midi-Pyrénées et Aquitaine) à « faire preuve de courage politique » afin que ce projet avance. Il s'en est pris aux écologistes, farouchement opposés à Charlas comme à Gabas, avec cette formule : « S'il y avait eu des écologistes du temps des Romains, on n'aurait jamais construit le pont du Gard ! »

Mais encore faudrait-il que les financements suivent, et notamment les financements d'Etat : « Il faut trouver des sous », a martelé le président du Comité de bassin, invitant les agriculteurs à « se battre ». Avec cet argument : « S'il n'y a pas d'eau dans la Garonne, tout le monde en paiera les conséquences ! » S'agissant du débat sur l'irrigation lancé au cœur de l'été par l'UFC-Que Choisir, Jean François-Poncet, après avoir posé que « ce n'est pas l'irrigation qui crée la sécheresse », a reconnu qu'en Adour-Garonne « l'agriculture paye 1 quand elle reçoit 6 ». Mais, a-t-il considéré, le moment n'est pas venu d'« imposer à l'agriculture en difficulté des charges supplémentaires ».

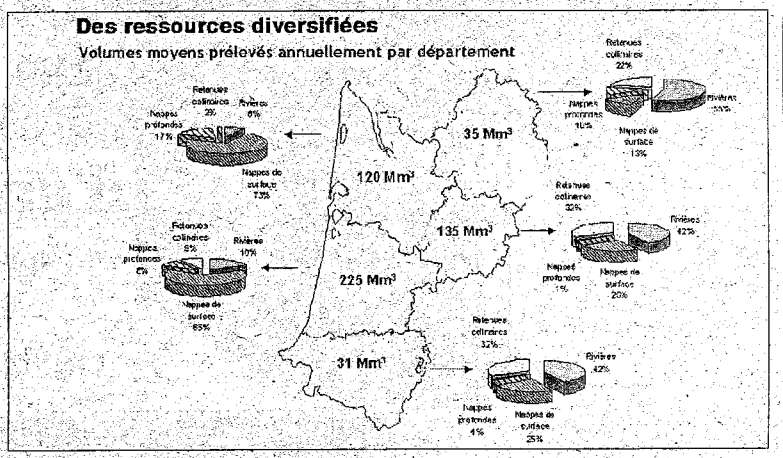
100 millions de mètres cubes à sécuriser

Le président Dominique Graciet avait invité chacun des départements à faire le point sur l'état de sa ressource en eau et sur ses besoins. Globalement, en Aquitaine, on estime que les ressources dites « sécurisées », c'est-à-dire celles sur lesquelles on peut compter, « répondent aux besoins des cultures huit années sur dix ». Les ressources « non sécurisées » sont estimées, elles, à 100 millions de mètres cubes, soit 20 % des besoins totaux. Quant à l'irrigation, elle représente dans la région, en moyenne annuelle, entre 500 et 550 millions de mètres cubes, soit environ 50 % du volume prélevé en Adour-Garonne. Les réponses à apporter, a-t-il été expliqué, varient selon la nature des terrains.

Selon Henri Tardieu, directeur général de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), « il reste encore des réserves à créer sur le système Adour-amont, la Gascogne, la Lède à Monflanquin ». Le lac collinaire lui paraît une solution adaptée aux terres argileuses, tandis que les « barrages moyens » contribuent à la réalimentation des « petites rivières » d'une cinquantaine de kilomètres. Le soutien d'étiage ayant à ses yeux la vertu d'apporter plus que ce qui est consommé. En terrain poreux, c'est la retenue de substitution qui est préconisée.

Dans la discussion, les besoins de financement ont été évoqués, d'autant que 2005 aura été pour les projets en cours « une année blanche », les crédits de paiement n'ayant pas suivi les engagements. Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt (DRAF), Jean-François Boudy, a précisé qu'il ne disposait pas d'informations précises pour 2006, tout en affirmant : « On aura des budgets. » Pas d'informations précises non plus sur les 20 millions d'euros en faveur du stockage de l'eau annoncés par le ministre Dominique Bussereau, en septembre dernier à Bordeaux, à l'occasion du congrès des producteurs de maïs. « On a fait remonter un inventaire des besoins pour une première tranche », a dit le DRAF.

: J. R.



SAMEDI 10 DÉCEMBRE 2005

Méthode globale

■ Les verts de la Communauté urbaine de Bordeaux, Gérard Chausset en tête, ont organisé une journée remarquée jeudi à Bègles sur la gestion de l'eau publique et privée. Gênés aux entournures par leur cogestion à la Communauté urbaine où il est hors de question de remettre en cause le mariage avec la Lyonnaise au delà des froncements de sourcils, les Verts ont pris du champ lors de cette journée. Ils ont ainsi mis en avant les stratégies de rupture de Grenoble et des socialistes du département des Landes.
On espère que la prochaine fois, ils sauront convaincre leurs amis socialistes de la CUB de venir débattre de cette épineuse question en prenant l'exemple de l'agglomération bordelaise. Bref, qu'il abandonneront la méthode globale pour déchiffrer les syllabes du contrat local.

tion de « Sud Ouest ».

VERTS

23 03 2006

Un projet plutôt saumâtre

■ Gérard Chausset et Jean-Pierre Dufour, respectivement vice-présidents Verts de la Communauté urbaine et de la Région Aquitaine, ont profité hier de la Journée mondiale de l'eau pour réclamer à nouveau un service public de l'eau potable en Gironde et une action beaucoup plus énergique en faveur de la préservation des nappes profondes.

« En 2005, la Lyonnaise a prélevé 14 millions de m³ dans la nappe éocène, d'excellente qualité, soit 3 millions de m³ de plus que l'année précédente alors que le Schéma directeur de gestion de l'eau prévoit au contraire d'économiser cette ressource », souligne Gérard Chausset qui veut y voir « une nouvelle preuve de la défaillance des autorités et une absence de volontarisme politique au niveau de la gestion de l'eau. »

Harmoniser les prix. Pour les Verts, cette défaillance « fait le jeu de la Lyonnaise des Eaux qui attend la dégradation de la situation pour imposer sa politique, notamment un projet-pilote de traitement de l'eau de la Garonne dès 2007. Cette usine de filtration à coût prohibitif serait tout bénéfice pour la Lyonnaise », ajoutent les deux élus Verts pour qui l'entreprise « veut nous faire boire l'eau de la Garonne et tente de prendre de vitesse les collectivités publiques. »

Gérard Chausset vient d'ailleurs d'écrire à Alain Rousset pour que celui-ci « s'oppose fermement à ce projet. »

Les Verts demandent par ailleurs une harmonisation du prix de l'eau potable en Gironde (il en existe actuellement 120 différents, qui vont de 2 euros à 4,50 euros), une diminution de 10 % du prix de l'eau sur la CUB mais également la mise en place d'un prix progressif de l'eau proportionnel à la consommation, la promotion de la récupération de l'eau de pluie ainsi que la création d'une régie départementale de gestion de l'eau à l'initiative du conseil général, initiative déjà mise en place dans les Landes.

BÈGLES

Les élus planchent sur l'eau

Yvan Stefanovitch PHOTO PHILIPPE TARIS

■ L'auteur de « L'Empire de l'eau », le journaliste Yvan Stefanovitch, est venu présenter son ouvrage (publié chez Ramsay, 535 p, 22 €) mardi soir à la librairie La Machine à Lire. Un pavé (dans la mare) qui explique comment sont nés en France, voici déjà bien longtemps, Suez, Bouygues et Vivendi, ces purs produit du « colbertisme ». « Sans l'appui des politiques, ces sociétés qui n'ont pas vraiment le fonctionnement de sociétés privées, s'effondreraient face à une vraie concurrence sur le marché de l'eau » estime Stefanovitch. Selon lui, l'âge d'or, de ces géants de l'eau est d'ores et déjà passé en France. « Si Suez perdait le contrat de l'eau de Bordeaux, je pense qu'elle se retirerait de l'eau, qui ne pèse plus grand chose pour elle » estime même Stefanovitch.

Yvan Stefanovitch est encore aujourd'hui à Bègles où il a été invité par les Verts dans le cadre d'une journée de formation pour élus locaux sur le thème de la « gestion en régie du service public local de l'eau et de l'assainissement ». Gérard Chausset, l'organisateur de cette journée qui se tient à la mairie de Bègles, a également invité l'élu grenoblois Raymond Avrillier. Une ville où s'est opéré un retour en gestion en régie directe. Patrick du Fau de Lamothe (Trans'CUB), Robert Cabé, premier vice-président du conseil général des Landes où les sociétés d'eau sont également dans le collimateur, ainsi que des élus parisiens sont également présents toute la journée. La table ronde qui se tient de 17 h 30 à 19 h 30 à la mairie de Bègles, est ouverte à tous.

Elle réunit Noël Mamère, Yvan Stefanovitch et Yves Tavernier, ancien président du comité national de l'eau.